CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 56.443/4
du 2 juillet 2014

sur

un projet d'arrêté royal 'fixant le programme de l'École royale militaire pour l'année académique 2014-2015 et modifiant diverses dispositions relatives au statut des militaires'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 56.443/4
van 2 juli 2014

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van het programma van de Koninklijke Militaire School voor het academie-jaar 2014-2015 en tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het statuut van de militairen'

Le 3 juin 2014, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Défense à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'fixant le programme de l'École royale militaire pour l'année académique 2014-2015 et modifiant diverses dispositions relatives au statut des militaires'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 2 juillet 2014. La chambre était composée de Jacques JAUMOTTE, conseiller d'État, président, Martine BAGUET et Luc DETROUX, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assesseur, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Véronique SCHMITZ, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 2 juillet 2014.

*

Op 3 juni 2014 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Landsverdediging verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van het programma van de Koninklijke Militaire School voor het academie-jaar 2014-2015 en tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het statuut van de militairen'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 2 juli 2014. De kamer was samengesteld uit Jacques JAUMOTTE, staatsraad, voorzitter, Martine BAGUET en Luc DETROUX, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assessor, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Véronique SCHMITZ, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 2 juli 2014.

*

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION GÉNÉRALE

Les articles 14 à 20 du projet trouvent un fondement juridique dans la loi du 15 mai 2014 'relative à l'allocation attribuée à certains militaires chargés de tâches informatiques' [1].

L'alinéa 5 du préambule, les articles 14 à 16 et 20, alinéa 4, du projet, et le rapport au Roi seront complétés par la date de la loi précitée.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 3, il n'y a pas lieu de viser l'article 38 de la loi du 28 février 2007 'fixant le statut des militaires et des candidats militaires du cadre actif des forces armées'.

2. À l'alinéa 4, il faut omettre l'article 19, alinéa 3, de la loi du 30 août 2013 'instituant la carrière militaire à durée limitée' et viser l'article 22 de la même loi qui sert de fondement juridique aux articles 12 et 13 du projet.

[1] L'article 7 de la loi du 15 mai 2014 prévoit ce qui suit : « Cette loi entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge* ». La loi a été publiée au *Moniteur belge* du 6 juin 2014 (*Moniteur belge*, 6 juin 2014, pp. 43.575 à 43.578 ; voir aussi, *Doc. parl*, Chambre, 2013-2014, n° 3493/1). Par conséquent, elle entrera en vigueur à la date du 1er août 2014 (voir l'article 20, alinéa 4, du projet).

DISPOSITIF

Article 3

L'article 16, §§ 1er et 2, en projet manque d'uniformité dans la terminologie utilisée tant en néerlandais, qu'en français.

D'une part, le paragraphe 1er, 3° à 7°, en projet utilise en effet le verbe « choisir » (« verkiezen » dans le texte néerlandais) alors que le paragraphe 2 utilise le verbe « élire » (« aanwijzen » dans le texte néerlandais). Compte tenu du paragraphe 3 du même article, non modifié par le projet, qui détermine le moment auquel les membres des conseils de facultés visés au paragraphe 1er doivent être « élus » (verkozen » dans le texte néerlandais), mieux vaudrait utiliser uniformément le verbe « élire » (« verkiezen » en néerlandais).

D'autre part, le paragraphe 1er utilise des terminologies différentes aux 3° à 7°, précisant tantôt que les membres sont des « représentants » choisis « par et parmi » des catégories de personnes (4°), tantôt qu'ils sont choisis « par et parmi » ces catégories mais sans préciser que ce sont des représentants de leur catégorie (3° et 5°), ou encore qu'ils sont choisis « au sein » d'une catégorie mais sans préciser « par qui » ils sont choisis (6° et 7°), sans que l'on aperçoive les nuances normatives poursuivies par ces variations linguistiques.

La sécurité juridique recommande que l'article 16, §§ 1er et 2, soient revus pour uniformiser la terminologie.

Article 6

1. Les modifications apportées à l'article 8 de l'arrêté royal du 11 septembre 2003 'relatif au recrutement des militaires' rendent le texte incompréhensible quant aux formations qui y sont visées. En effet, le 2° vise les conditions d'admission « dans un établissement universitaire, en orientation sciences ingénieur industriel ou à l'École supérieure de navigation ». Par rapport au texte actuel, le texte ne vise donc plus les hautes écoles. Or, en Communauté française en tout cas [2], l'« orientation sciences ingénieur industriel » n'est pas une orientation universitaire, mais bien une orientation de l'enseignement en haute école.

Le 2° en projet sera revu à la lumière de cette observation.

2. Par ailleurs, le 3° impose à celui qui souhaite être recruté en qualité de candidat officier de niveau A en étant admis dans la formation de médecin, de vétérinaire, de dentiste ou de pharmacien qu'il produise une attestation démontrant, selon le cas, sa réussite au test d'orientation donnant accès aux études de premier cycle du domaine des sciences médicales selon les modalités fixées par la Communauté française, ou sa réussite à l'examen donnant accès à une formation de bachelier dans le domaine de la médecine ou dans le domaine de la dentisterie selon

[2] Voir l'article 83, § 1er et l'annexe 2 du décret de la Communauté française du 7 novembre 2013 'définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études': le domaine 19 « sciences de l'ingénieur et technologie » comporte des grades académiques ayant pour intitulé « sciences de l'ingénieur industriel » en Hautes Écoles et des grades académiques ayant pour intitulé « sciences de l'ingénieur » à l'université.

les modalités fixées par la Communauté flamande. Or, en Communauté française, d'une part, la participation au test n'est requise que pour l'accès aux études de médecine, et d'autre part, la réussite de ce test n'est pas une condition d'admission. En outre, comme en Communauté flamande seul l'accès aux études de médecine ou dentisterie est soumis à la réussite d'un examen, il n'y a de toute façon pas de sens de viser les formations en médecine vétérinaire ou en pharmacie, puisque les étudiants qui désirent suivre ces formations ne doivent participer à un test ou réussir un examen ni en Communauté française, ni en Communauté flamande.

Compte tenu de ces précisions, si l'intention de l'auteur du projet est de faire de la réussite d'un test ou d'un examen organisé par les Communautés, une condition de recrutement comme candidat officier de niveau A, alors que ce test ou cet examen n'est pas une condition d'accès à une des formations visées à l'article 5, § 1er, 1°, de la loi du 28 février 2007 'fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des Forces armées' auxquelles le candidat est admis, la disposition excède l'habilitation de l'article 12, alinéa 1er, de cette loi, car elle ne peut être considérée ni comme une condition d'études, au sens du 5° de cet alinéa, ni comme une épreuve de sélection au sens du 1° de cet alinéa.

Article 9

Dans la phrase liminaire de l'article 9 du projet, il y a lieu de lire : « Dans le chapitre 3 … (la suite comme au projet) ».

Article 20

De l'accord de l'officier délégué, il y a lieu :

- à l'article 20, alinéa 3, du projet : d'omettre l'article 8 du projet dès lors qu'il n'est pas nécessaire de donner une portée rétroactive à cette disposition ;

- à l'article 20, alinéa 4, du projet : de rédiger cet alinéa en fixant la date d'entrée en vigueur des articles 14 à 19 du projet au 1er août 2014, ce qui correspond à la date d'entrée en vigueur de la loi du 15 mai 2014 [3].

*

[3] Voir la note infrapaginale 1.

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de Regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als ze te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKING

De artikelen 14 tot 20 van het ontwerp ontlenen rechtsgrond aan de wet van 15 mei 2014 'betreffende de toelage toegekend aan sommige militairen belast met informaticataken'.[1]

Het vijfde lid van de aanhef, de artikelen 14 tot 16 en 20, vierde lid, van het ontwerp, alsook het verslag aan de Koning moeten met de datum van de voornoemde wet worden aangevuld.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. In het derde lid hoeft artikel 38 van de wet van 28 februari 2007 'tot vaststelling van het statuut van de militairen en kandidaat-militairen van het actief kader van de krijgsmacht' niet te worden vermeld.

2. In het vierde lid moet de vermelding van artikel 19, derde lid, van de wet van 30 augustus 2013 'tot instelling van de militaire loopbaan van beperkte duur' worden weggelaten

[1] Artikel 7 van de wet van 15 mei 2014 luidt als volgt: "Deze wet treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand na die waarin ze is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*". De wet is in het *Belgisch Staatsblad* van 6 juni 2014 bekendgemaakt (*Belgisch Staatsblad* 6 juni 2014, 43.575-43.578; zie ook *Parl.St*. Kamer 2013-14, nr. 3493/1). Ze zal dus op 1 augustus 2014 in werking treden (zie artikel 20, vierde lid, van het ontwerp).

en moet melding worden gemaakt van artikel 22 van diezelfde wet, dat de rechtsgrond vormt van de artikelen 12 en 13 van het ontwerp.

DISPOSITIEF

Artikel 3

De woordkeus van het ontworpen artikel 16, §§ 1 en 2, is in het Nederlands noch in het Frans eenvormig.

Enerzijds wordt in de ontworpen paragraaf 1, 3° tot 7°, het werkwoord "verkiezen" gebruikt (in de Franse tekst: "choisir"), terwijl paragraaf 2 het werkwoord "aanwijzen" (in de Franse tekst: "élire") bezigt. Het is beter om de tekst eenvormig te maken door het werkwoord "verkiezen" (in de Franse tekst: "élire") te gebruiken; paragraaf 3 van hetzelfde artikel, dat door het ontwerp niet wordt gewijzigd, bepaalt immers het tijdstip waarop de leden van de faculteitsraden, bedoeld in paragraaf 1, worden "verkozen" (in de Franse tekst: "élus").

Anderzijds worden in paragraaf 1, 3° tot 7°, verschillende termen gebruikt die nu eens aangeven dat de leden "vertegenwoordigers" zijn die "door en uit" categorieën personen worden gekozen (4°), dan weer dat ze "door en uit" die categorieën worden gekozen maar niet dat het vertegenwoordigers van hun categorie zijn (3° en 5°), of nog dat ze "in de schoot van" een categorie worden gekozen maar zonder de precisering "door wie" ze worden gekozen (6° en 7°). De juridische betekenisverschillen die met die taalverschillen samenhangen, zijn bij dit alles niet duidelijk.

Met het oog op de rechtszekerheid zou artikel 16, §§ 1 en 2, moeten worden herzien teneinde de terminologie eenvormig te maken.

Artikel 6

1. De wijzigingen die in artikel 8 van het koninklijk besluit van 11 september 2003 'betreffende de werving van de militairen' worden aangebracht, maken de tekst betreffende de vermelde opleidingen onbegrijpelijk. De bepaling onder 2° heeft immers betrekking op de toelatingsvoorwaarden "in een universitaire instelling, in de richting industriële ingenieurswetenschappen of in de Hogere Zeevaartschool". In vergelijking met de huidige bepaling, heeft de tekst dus geen betrekking meer op de hogescholen. De "richting industriële ingenieurswetenschappen" is, althans in de Franse Gemeenschap,[2] geen universitaire richting maar valt onder de hogescholen.

De bepaling onder 2° moet in het licht van deze opmerking worden herzien.

[2] Zie artikel 83, § 1, en bijlage 2 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 7 november 2013 'tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies': studiegebied 19 "ingenieurwetenschappen en technologie" bevat voor de hogescholen de academische graden "industriële ingenieurswetenschappen" en voor de universiteiten de academische graden "ingenieurswetenschappen".

2. Voorts schrijft de bepaling onder 3° voor dat de persoon die wenst aangeworven te worden als kandidaat-officier van niveau A die wordt toegelaten tot de opleiding van arts, van dierenarts, van tandarts of van apotheker, naargelang van het geval ofwel een getuigschrift moet overleggen dat hij geslaagd is voor het toelatingsexamen voor de bacheloropleiding in het studiegebied geneeskunde of het studiegebied tandheelkunde volgens de nadere regels die de Vlaamse Gemeenschap bepaalt, ofwel een getuigschrift moet overleggen dat hij geslaagd is voor de oriëntatietest voor de studies van de eerste cyclus in het studiegebied van de medische wetenschappen volgens de nadere regels die de Franse Gemeenschap bepaalt. In de Franse Gemeenschap echter is enerzijds de deelname aan de test enkel voor de toegang tot de studie geneeskunde vereist, en hoeft men anderzijds niet voor die test geslaagd te zijn om toegelaten te worden. Bovendien is het in de Vlaamse Gemeenschap alleen voor de toegang tot de studie geneeskunde of tandheelkunde noodzakelijk dat men voor een examen geslaagd is, en heeft het dus in ieder geval geen zin de opleidingen dierenarts of apotheker te vermelden; studenten die deze opleidingen wensen te volgen, hoeven immers geen test af te leggen of niet voor een examen te slagen, noch in de Vlaamse Gemeenschap, noch in de Franse Gemeenschap.

Om toegelaten te worden tot een van de opleidingen vermeld in artikel 5, § 1, 1°, van de wet van 28 februari 2007 'tot vaststelling van het statuut van de militairen en kandidaat-militairen van het actief kader van de Krijgsmacht', is geen test of examen, door de gemeenschappen georganiseerd, vereist. Indien de steller van het ontwerp het slagen voor die test of dat examen toch als voorwaarde wil stellen voor de aanwerving als kandidaat-officier van niveau A, gaat die bepaling, gelet op de bovenvermelde preciseringen, verder dan de machtiging vervat in artikel 12, eerste lid, van die wet. De bepaling kan immers niet worden beschouwd als een studievoorwaarde in de zin van de bepaling onder 5° van dat lid, noch als een selectieproef in de zin van de bepaling onder 1° van dat lid.

Artikel 9

In de inleidende zin van artikel 9 van het ontwerp schrijve men: "In hoofdstuk 3 … (vervolg zoals in het ontwerp)".

Artikel 20

De gemachtigde officier is het ermee eens dat:

- in artikel 20, derde lid, van het ontwerp de vermelding van artikel 8 van het ontwerp moet worden weggelaten, daar aan die bepaling geen terugwerking hoeft te worden verleend;

- in artikel 20, vierde lid, van het ontwerp de inwerkingtreding van de artikelen 14 tot 19 van het ontwerp moet worden vastgesteld op 1 augustus 2014, wat overeenstemt met de datum van de inwerkingtreding van de wet van 15 mei 2014.[3]

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON Jacques JAUMOTTE

[3] Zie voetnoot 1.